

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

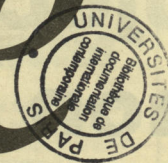
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

18 AU 24 JUIN 1992

N° 876

10,00 F



« ABSTENTION ACTIVE » CONTRE MAASTRICHT

La FA face à la construction européenne chaotique

EDITORIAL

Le pas de deux européen

Alors que l'on parle des fameux « accords de Maastricht », le petit peuple de France et d'ailleurs poursuit la conduite laborieuse de son quotidien sans vraiment comprendre les enjeux à venir. Il est vrai que, jusqu'à présent, de Maastricht on ne sait que peu de choses, même si la semaine dernière la presse a publié des suppléments sur le sujet. Qui fera véritablement l'effort de compiler la totalité des textes rédigés en un vocabulaire juridique assez aride, même si la compréhension peut encore se faire ? On voit mal les Français employer leurs loisirs estivaux à un quelconque examen, une analyse sous tous les angles desdits accords. Pourtant la question sera d'une simplicité désarmante : « Etes-vous pour ou contre les accords de Maastricht ? » Il fallait y penser !

Le premier résultat du référendum à venir, c'est ce pas de deux exécuté par l'UDF et le Parti socialiste, auxquels se sont laissés aller Valéry Giscard d'Estaing et Elisabeth Guigou, Simone Veil et Laurent Fabius, François Léotard et Pierre Bérégovoy... grillant la politesse à un RPR incécis.

Ah, la belle recomposition du paysage politique français que voilà ! En prévision des élections législatives de 1993 à n'en pas douter. En guise de cohabitation, va-t-on assister à un Programme Commun entre les socialistes et la droite non gaulliste ? Cela semble se dessiner avec un Pierre Bérégovoy venu au PS par le biais du christianisme social. Déjà les accords signés entre Jack Lang, ministre de la Culture et de l'Éducation, et l'Église catholique en matière d'enseignement privé donnent quelques indications dans ce sens. L'ouverture à droite a un goût très prononcé d'abandon des valeurs du socialisme, pour qui penserait encore que le PS est socialiste. La rumba continue !

À la suite de la décision des Danois de rejeter les « Accords de Maastricht », Mitterrand a décidé que les Français iraient aux urnes pour ratifier ou pas lesdits accords. La Fédération anarchiste se devait d'apporter son grain de sel à la question.

Mécontents de l'Europe qui se fait, les anarchistes appellent à l'« abstention active », histoire de proposer autre chose et surtout de ne pas être confondus avec les traditionnels pêcheurs à la ligne qui ne manquent pas lors du référendum.

Lors de son 49^e congrès à Lille, les 6, 7 et 8 juin 1992, la Fédération anarchiste a planché sur différents thèmes d'actualité : l'économie, l'écologie, l'antifascisme, le féminisme et bien sûr l'Europe.

Le traité de Maastricht, la construction européenne et le référendum qui nous est proposé ont fait l'objet d'une étude approfondie et d'un soin particulier.

Pour ce qui concerne le traité de Maastricht lui-même, il est apparu de manière évidente qu'il représente une étape dans une construction européenne déjà largement entamée et réalisée autour d'un consensus politico-économique favorisant le capitalisme libéral, la social-démocratie et la démocratie chrétienne.

Les accords de Schengen et du TREVI avaient déjà souligné le caractère répressif de cette Europe qui se construit sur le dos des populations et notamment au détriment des couches les plus défavorisées.

Les structures d'une Europe policée et d'une Europe militarisée fonctionnent déjà largement. L'Europe de « paix » et « des peuples », qui suppose des améliorations qualitatives du cadre de vie et des améliorations fondamentales sur le plan social est en fait un leurre ne servant exclusivement qu'à créer l'illusion du changement, de la nouveauté.

En réalité, Maastricht ne fait que renforcer un état de fait déjà existant, à savoir une politique de soumission des peuples en ce qui concerne les questions de citoyenneté, de politique commune de défense ainsi que les questions concernant la coopération renforcée des « douze » en matière judiciaire, policière et douanière.

(Suite p. 6)

T2137 - 876 - 10,00 F



FOP 2520



Les danois disent « non » à Maastricht.

FÉODALISME SOCIAL AU PAYS DE MITTERRAND

Les mal-logés campent aux portes du château de Vincennes

Chaque année, la capitale voit se poser le problème des mal-logés que la fin de la trêve hivernale met sur le pavé parisien. Aujourd'hui, c'est sur l'esplanade du château de Vincennes, haut lieu touristique et militaire que le camping a lieu.

DEPUIS le 20 mai, 120 familles et un peu plus d'un millier d'enfants pour la plupart d'origine malienne campent sur l'esplanade du château de Vincennes. Ces familles réclament toutes un logement « décent et définitif ». Un comité de soutien s'est constitué. Il regroupe plus d'une trentaine d'organisations. (1)

« Orage, pluies torrentielles, matelas trempés... je verrai toujours cette femme avec un petit enfant sur le dos essayant d'entrer dans le campement avec son matelas. J'ai vu quatre policiers avec des visages de Gestapo lui arracher des mains son matelas... C'est inhumain ! »

« Cela a commencé dans la nuit du 18 au 19 mai à Fontenay-sous-Bois », précise Jean-Luc, membre du comité de soutien.

Cinquante personnes voulaient squatter un immeuble de la commune. Interpellé, le maire de Fontenay leur a proposé de s'installer sur le cours des Maréchaux à Vincennes, entre le centre de sélection des appelés du contingent et le château, sur un terrain appartenant à la Ville de Paris. Motif : le maire s'était préalablement informé sur le fait que ces familles venaient en grande majorité de Paris. Une façon élégante de renvoyer le problème à son voisin, Jacques Chirac ! C'est donc un car de la municipalité de Fontenay qui a débarqué ces premières familles sur l'esplanade du château.

À peine installées, Chirac demandait l'intervention des forces de l'ordre. Tentés et sanitaires furent démontés, mais les familles sont restées. Depuis, la mairie de

Fontenay assure la logistique : ravitaillement en eau, riz, couches pour bébés...

Après quatre semaines, on dénombre 271 familles et 1087 enfants. Ce qui ne facilite pas la tâche du comité de soutien, chargé avec le représentant des familles maliennes, Sidibe Makan, d'organiser les dossiers pour négocier les relogements. « Les mal-logés ont rejoint les sans-abri », ajoute Jean-Luc. « Nous avons été obligés de limiter, d'arrêter les arrivées de familles. »

Ras-le-bol

Brigitte, une avocate désignée par les familles, ne décolère pas : « Moi, j'en ai ras-le-bol, la situation est la suivante : il y a ici des familles qui sont à la rue. L'année dernière, c'était au quai de la Gare, il y a deux ans sur la place de la Réunion. Place de la Réunion, toutes les familles ont été relogées. Quai de la Gare, elles ont été relogées dans des baraques de chantier, des

ALGECO, dans des cités de transit... pas étonnant qu'on en retrouve quelques-unes ici... Aujourd'hui, même scénario. Les propositions de la Préfecture sont inacceptables : 30 places à Rambouillet dans un bungalow ; près d'Evry 5 ALGECO ; à Savigny-sur-Orge 15 places dans un centre d'éducation spécialisé [...]; enfin Fontenay-sous-Bois 35 places encore dans

(Suite p. 3)

Lettre d'Amérique après les émeutes de Los Angeles P. 4

La Vallée d'Aspe P. 8

Objectivité scientifique et non violence collective

Dans le *Monde libertaire* n°s 867 et 868, sous le titre « La science, le chaos et l'anarchisme » Patrick Auguste commentait la théorie du chaos, véritable « révolution épistémologique ». Pour lui, « les idées traditionnelles d'un univers régi par des processus rigides et fixés pour l'éternité sont à abandonner pour laisser place à un monde d'une richesse extraordinaire évoluant dans sa complexité et son imprévisibilité, source d'une liberté absolue et fondamentale. »

Ici, François Sébastianoff revient sur cette affirmation de « liberté absolue ». Il veut la nuancer, préférant concilier des schémas aléatoires et déterministes. Pour lui, l'enjeu est autre. Ce n'est pas pour ou contre la théorie du chaos, mais plutôt quelle stratégie mettre en place. La liberté est un choix !

On peut tirer de la querelle du déterminisme (1) d'autres conclusions que celles de Patrick Auguste. Il est vrai que la théorie du chaos abandonne la dimension universelle du déterminisme ; mais Prigogine lui-même tient toujours pour indispensable « à la fois » les schémas aléatoires et les schémas déterministes.

En particulier, il ne faut pas faire dire à la théorie du chaos plus qu'elle ne dit. Elle suppose qu'il existe des phénomènes non seulement indéterminables par nos moyens de connaissance, mais réellement indéterminés. S'il existe de tels phénomènes à l'échelle humaine, alors il se peut que certains de nos actes relèvent de cette catégorie : nous agirions parfois d'une façon totalement (ou partiellement) indépendante de toute cause, qu'il s'agisse de causes dites physiques, externes, ou psychologiques, internes (mobiles, raisons...). Nous serions capables de ce qu'on appelle le libre-arbitre (liberté sans contenu, « actes gratuits »). Il faudrait tenir compte de cet aléa quand on prévoit les comportements humains, à l'échelle individuelle ou à l'échelle collective.

A noter qu'en raison de son caractère aléatoire, cette « part libre » de nous-mêmes nous est étrangère : elle n'a pas de liens avec le reste de ce que nous sommes.

« La seule réalité à laquelle nous tenons et que recouvre le mot trompeur de "liberté", [...] c'est notre singularité individuelle... »

En tout cas, cette hypothèse de la liberté aléatoire ne fonde nullement la « vraie liberté », celle que prônent tous ceux qui croient à la Liberté, quelle que soit la définition qu'ils en donnent (autant de contenus différents pour la « vraie liberté » que de morales différentes). La « vraie liberté » demeure ce qu'elle a toujours été, une expression ambiguë, donc mystificatrice : elle permet, à volonté, soit de célébrer la soumission à des valeurs absolues, soit de présenter cette soumission comme l'expression de ce que nous sommes « profondément », de notre réalité (sur celle-ci, voir le paragraphe suivant), soit d'affir-

mer, sans aller y voir de près, que chacun peut s'abstraire des déterminismes qui empêchent l'adhésion à la « vraie liberté » (dans ce troisième cas, les moralistes invoquent le libre-arbitre ou la « volonté libre » ou... la grâce divine). Une telle confusion est bien commode pour culpabiliser les gens et justifier l'intolérance.

La seule réalité à laquelle nous tenons et que recouvre le mot trompeur de « liberté », c'est tout autre chose : c'est notre singularité individuelle, évolutive mais toujours multiplement et totalement déterminée (par nos gènes, par notre socio-culture, par les situations que nous avons vécues ; y compris les influences que nous avons subies, les rencontres que nous avons faites ; y compris, le cas échéant, les conséquences sur notre individu de ses éventuels actes aléatoires !...). Elle est d'autant plus complexe qu'elle est partiellement consciente, la conscience, ultime conséquence de notre complexité cérébrale, est limitée : elle flotte sur un océan d'inconscient, bien plus large que l'inconscient freudien. Elle n'est qu'un facteur supplémentaire, et lui-même déterminé, intervenant dans nos comportements.

L'introspection témoigne de notre singularité individuelle, pourvu que nous ne nous racontions pas d'histoires, notamment dans les circonstances où nous hésitons. Plus nous sommes conscients, mieux nous apercevons ce qui nous pousse à penser et à agir. Et nous nous moquons bien d'être des dieux, de poser des effets sans causes ! Nous tenons seulement à ne pas être aliénés, nous voulons simplement poser des actes « qui nous ressemblent ». Pourquoi ne pas penser, comme René Thom, « que nous pouvons interioriser mentalement une bonne part du déterminisme qui nous meut, en ce sens que ce déterminisme, c'est nous-mêmes... ? » Que sommes-nous d'autre, demande Henri Laborit, que ce que les autres ont déposé dans nos synapses, à l'occasion de notre naissance, de notre éducation et de toutes les autres situations que nous avons vécues ? (2)

Quant aux « mutations désordonnées » alléguées par Patrick Auguste à propos des révoltes dans les banlieues de Lyon et de Paris, si on a fait leur part aux déterminations socio-culturelles et au rôle déterminant des situations géographiques, économiques, sociales, politiques... et qu'il reste de l'imprévisible, on peut seulement supposer que celui-ci renvoie à la réalité d'une liberté aléatoire. Rien là qui prouve la « vraie liberté » !

Méfions-nous d'abord (ceci ne concerne pas Patrick Auguste) des irrationalistes de tous poils, spiritualistes et/ou politiques, qui ne retiennent des hypothèses scientifiques que ce qui semble appuyer leurs affirmations métaphysiques, alors qu'au fond, ils refusent l'idée que le domaine humain puisse relever de l'approche scientifique. On comprend pourquoi : cette approche révèle que leurs

prétendus absolus (le vrai Dieu, l'Esprit, le Surgissement du Sujet et de sa Liberté, la Raison, la Science, le Sens de l'Histoire, la Démocratie, le Capitalisme libéral, l'Autre, le Processus d'Humanisation, le Hasard...) expriment en réalité, sous les apparences de discours cohérents, donc séduisants, les intérêts de sous-groupes humains en compétition (voir encore Henri Laborit). L'objectivité scientifique obligerait au moins ces poseurs d'absolus à présenter leurs affirmations comme de simples hypothèses ; mais une telle relativisation les gêne : elle rend difficile la manipulation des foules.

Méfions-nous aussi des humanistes athées, qui devant l'omniprésence du fric et de la compétition, devant le regain des religions et des morales, ne trouvent rien d'autre à prôner que les vieux mythes fondateurs : « Liberté, Egalité, Fraternité », « Démocratie »... N'oublions pas avec quelle facilité ces mythes, inculqués dès le plus jeune âge comme des absolus, ont servi de prétexte aux dominants pour faire participer les masses à des guerres, à des répressions, à des exploitations. Quand les masses s'enrôlent « volontairement », c'est encore mieux !... Même le bel idéal de Bakounine, « la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous », la « fédération libre », n'a-t-il pas motivé la participation des anarchistes à des guerres, comme en Espagne ? (3)

De quoi le grand groupe humain a-t-il besoin pour ne pas crever ? D'abord de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain, la science avec les illusions scientistes ou avec la mégalomanie des technocrates. A partir des débats actuels entre scienti-

quelconque (vrai Dieu, Esprit... voir plus haut). Il permet de ne pas confondre jugement de connaissance et jugement de valeur (confusion caractéristique de tous les discours religieux, politiques, technocratiques ou publicitaires). Il réuse en particulier toute prétention à déduire du savoir aucun choix de valeurs.

Le postulat de l'objectivité de l'univers est lui-même un choix de valeur, un choix moral, oui, mais qui se relativise lui-même puisqu'il se donne comme un postulat. En même temps, il relativise tout autre choix de valeurs. Relativiser est essentiel : on n'arrivera à rien tant qu'on se jettera des absolus à la tête, et tant qu'on en inscrira dans celle des enfants, bloquant ainsi le fonctionnement de leur imagination.

Mais relativiser ne suffit pas. Les querelles théoriques ne doivent pas nous faire oublier que nous sommes faits pour agir. Comment contrebalancer dans la tête des gens la puissance des absolus, des idéologies de dominance ? La science peut être utilisée aux pires fins. Comment orienter son usage ?

Nous n'avons pas le choix du but : la finalité de notre espèce n'est autre que sa survie, menacée aujourd'hui par les conséquences de la lutte entre sous-groupes humains pour la dominance. Tout ce que nous avons à trouver, c'est un moyen, une stratégie pour nous débrouiller, au mieux de notre survie, avec nos quelques acquis scientifiques, eux-mêmes provisoires, et avec la masse des faits inexplicables ou inexplicables. Le choix de cette stratégie est un deuxième choix moral, inévitable, non déductible du premier (le postulat d'objectivité), et constituant avec lui une « morale provisoire » relative au moment présent de l'évolution de l'humanité.

Et si la non-violence collective était cette stratégie « spécifique » ? A l'intersection des courants anarchiste et non-violent. Ni Dieu ni maître ni aucune autre violence...

François Sébastianoff

« Le postulat de l'objectivité de l'univers est lui-même un choix de valeur, un choix moral [...] qui se relativise lui-même... »

figures, il n'y a aucune raison de renoncer à comprendre le monde : ne lâchons pas le postulat de l'objectivité de l'univers, notre seul moyen de connaître. Ce postulat est antérieur au débat sur le chaos et le déterminisme, il ne s'identifie ni à l'un ni à l'autre. Il a été prudemment défini (par Jacques Monod notamment) de façon négative : c'est le refus de considérer comme pouvant conduire à la connaissance toute interprétation des phénomènes qui implique une cause finale, une « intention » générale cachée. Ce postulat fonde l'objectivité scientifique en écartant du savoir toute référence à un absolu

(1) Voir *La Querelle du déterminisme*, ouvrage collectif (comprenant deux articles de Prigogine), Gallimard, 1990.

(2) Les anarchistes connaissent Henri Laborit au moins par la série d'interviews qu'il a donné sur Radio Libertaire (cinq cassettes disponibles à la librairie du Monde Libertaire). A lire notamment : *Eloge de la fuite*, Robert Laffont, 1976 (réédité en poche) ; *La colombe assassinée*, Grasset, 1983 ; *L'esprit du grenier*, Grasset, 1992 (lire ML n° 875).

(3) Qu'il n'y ait ici aucun malentendu, je ne crache pas sur la mémoire des anarchistes de la guerre d'Espagne, j'essaie de partir de ce qu'ils ont vécu pour aller plus loin.

AFFICHE DE SOUTIEN AU « MONDE LIBERTAIRE »

Une grande affiche de propagande en faveur du Monde libertaire vient d'être éditée. Elle dénonce la classe politique, vante les mérites de notre hebdo et propose un abonnement gratuit de quatre numéros pour les nouveaux lecteurs.

Prix de vente : 5 F l'unité & 1,50 F au dessus de 5 exemplaires (mais attention, les commandes se font par l'envoi de rouleaux de 50 affiches minimum).

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication : André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Rotos de l'île-de-France,

20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil

Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publ Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

A associations

CONCERT ANTIFASCISTE À MONTPELLIER

Dans le cadre de trois journées antifascistes ayant débuté le 16 juin, le SCALP organise, en clôture, le **jeudi 18 juin à 21 h au « Victoire 2 »**, un concert avec Général Alcazar, Electric Buttocks, Beurk's band, ainsi qu'un invité surprise et de nombreuses animations. Prix d'entrée : 50 F.

LIBRE PENSÉE : PROCÈS DES ÈVÈQUES

La Libre Pensée fait le procès des évêques de France pour le rôle joué par l'Eglise catholique au côté du régime de Vichy durant la Seconde Guerre mondiale et pour l'aide apportée au milicien Paul Touvier depuis lors. Ce procès public se déroulera le **samedi 20 juin à partir de 14 h au Centre de conférences du Panthéon, 16, rue de l'Estrapade (RER Luxembourg ou M° Panthéon), 75005 Paris.**

SYNDICAT POUR UNE EDUCATION LIBERTAIRE (SEL/CNT-AIT)

Le SEL vient d'éditer une affiche appelant à la mobilisation (affiche en noir et rouge) que l'on peut commander au prix de 5 F l'unité et de 1,20 F à partir de dix exemplaires (chèque à l'ordre du Syndicat pour une éducation libertaire). Pour toute commande, écrivez à SEL/CNT-AIT, Centre culturel libertaire Benoit-Brouchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), 59800 Lille. Tél. : (16) 20.47.62.65.

QUELLE TERRE VOULONS-NOUS OFFRIR À NOS ENFANTS ?

Suite au Sommet de Rio sur le développement et l'environnement, l'association Carapa et le cinéma Normandy vous proposent une exposition permanente, ainsi que diverses projections (dont *Medicine Man*, avec Sean Connery, le lundi 22 juin) suivies de débats sur les thèmes suivants :

- jeudi 18 juin, 21 h : « La gestion du patrimoine végétal » ;
 - vendredi 19 juin, 20 h 30 : « Quelles voies de développement ? » ;
 - samedi 20 juin, 16 h 30 : « Développement et environnement » ;
 - dimanche 21 juin, 21 h : « Les naufrages de la croissance » ;
 - lundi 22 juin, 21 h : « Manipulations et brevetabilité des ressources génétiques » ;
 - mardi 23 juin, 21 h : « Rio et après ? ».
- Les débats verront intervenir les associations : Solidarité-Forêt, Terre des Hommes, Greenpeace, l'Alliance paysans-consommateurs-écologistes, Peuples solidaires et bien entendu Carapa.
- Concert avec Luzmila Carpio et ses musiciens quechuas de Bolivie, le samedi 20 juin à 21 h.
- Entrée : concert 40 F (moins de 18 ans) et 80 F ; séances thématiques : 20 F (sauf lundi soir : 30 F) ; forfait : concert + 5 soirées-débats : 130 F.
- Cinéma Normandy, 72, bd de la République, 92420 Vaucresson. Tél. : 47.41.28.60.

MANIFESTATION « POUR NE PENSER QU'À L'AMOUR »

La décision du Premier ministre, Pierre Bérégovoy, de supprimer la campagne sur la contraception, « Pour ne penser qu'à l'amour » en direction de la jeunesse fait des mécontents. Le retrait du spot publicitaire concernant cette campagne qui devait être diffusé fin mai à la télévision a provoqué la colère des mouvements féministes (ML n° 873 et 874). Une manifestation est organisée le **jeudi 25 juin à 18 h devant l'hôtel Matignon, rue de Varenne, à Paris, à l'appel de la Coordination pour l'avortement et la contraception.** La Fédération anarchiste soutient cette initiative, à laquelle elle vous convie. Par ailleurs, une pétition est disponible à la librairie du Monde Libertaire.

Les mal-logés campent aux portes du château de Vincennes

(suite de la « une »)

un centre d'éducation spécialisé [...] ; enfin Fontenay-sous-Bois 35 places encore, dans des ALGECO ! »

La demande des familles est simple : « Un logement décent et définitif ». Beaucoup sont déjà inscrites pour des logements en HLM, « depuis parfois plus de 10 ans ». Alors, répond une élue des Verts, « Il est faux d'affirmer que répondre à leur demande, c'est les privilégier au détriment de ceux inscrits pour des demandes de logement via les municipalités. » « J'ai cinq gosses et ma femme », explique Ousmane... « Je suis mal-logé, c'est pourquoi je suis venu ici [...]. Je travaille à Paris depuis 20 ans, il me faut un cinq pièces ». Ousmane campe depuis le 20 mai, à même le sol, dehors... sa femme et ses enfants sont sous les bâches de plastique, apportées en douce, car des CRS empêchent toute livraison organisée de couvertures, matelas et tentes.

Le vendredi 12 juin, Jacques Higelin, Manu Dibango, la compagne de Maxime Le Forestier sont venus leur rendre visite. « C'est comme en Roumanie », a déclaré

Higelin. Avec le comité de soutien, ils envisagent d'organiser un gala de soutien.

Côté responsables, le match de ping-pong entre la Ville de Paris, la Préfecture et la mairie communiste de Fontenay-sous-Bois se poursuit, chacune se renvoyant la balle. Quant aux militants du comité, ils essaient tant bien que mal de gérer les différentes sensibilités représentées au sein de la trentaine d'organisations constituant le collectif de soutien. Difficile, en effet, d'agir de conserve quand, en face, les lenteurs politico-administratives rendent le relogement des familles incertain dans l'immédiat.

Alain Dervin (gr. Pierre-Besnard - Paris)

- (1) Comité de soutien : Alternative libertaire, APS, AREV, CCFD, CIMADE, CFDT Ile-de-France, CGT, CNL, Collectif 36 rue de la Mare, Conseil des Maliens de France, Comité des mal-logés, Comité STOP Racisme de Fontenay, Droit au Logement, Ecole émancipée, Emmaüs, FASTI, FIA, Génération Ecologie Val-de-Marne, LCR, MRAP de Vincennes, Médecins de Monde, Missions de France, Municipalité de Fontenay, PCF Fontenay et Vincennes, SGEN-CFDT 75 et Fontenay, SNI-20°, SUD-PTT, Verts Ile-de-France... et des habitants de Vincennes et de Fontenay.

ROUEN

Des antifascistes en procès

L'AFFAIRE est plutôt abracadabrante, et on pourra s'étonner de voir les victimes d'agressions fascistes se retrouver devant les tribunaux.

L'affaire remonte au mois d'octobre 1991 : cinq jeunes antifascistes, dont des militants du SCALP, décident d'aller recoller sur des affiches du Front national, de l'UNI et autres mouvements d'extrême droite. Mais lors du collage, ils tombent sur des individus masqués qui chargent leur véhicule, cassent le pare-brise et s'attaquent à l'un des antifascistes à l'aide de projectiles et de bombes lacrymogènes.

Pourtant, ce sont les antifascistes qui un peu plus tard sont interpellés par la police. Les policiers les fouillent, confisquent leurs affiches, leurs autocollants et... des battes de base-ball. Ils restent plusieurs heures à l'Hôtel de police où ils subissent un interrogatoire.

L'affaire aurait pu s'arrêter là, mais dans les semaines qui suivirent l'interpellation, les cinq compagnons furent victimes d'agressions diverses : menaces de mort, saccages répétés des cages d'escaliers conduisant à leurs appartements, pour en arriver à l'agression de l'un des militants antifascistes le 4 décembre 1991.

Les agresseurs, se réclamant de l'extrême droite, se vantèrent, tout en proférant des menaces, de connaître toutes les adresses des antifascistes présents lors du collage. Ces dires prouvent la collusion entre la police et l'extrême droite.

Le lendemain de l'agression, au cours d'une conversation entre militants d'extrême droite, il fut affirmé que grâce à leurs

relations au sein de la police, ils possédaient le double des procès-verbaux. C'était d'ailleurs la seule explication quant à leur obtention des adresses.

Dans les semaines qui suivirent, appuyés par la Ligue des droits de l'homme, les antifascistes portèrent plainte pour qu'une enquête permette d'éclaircir cette affaire. Et c'est là que les choses se corsent, puisque les cinq compagnons reçoivent des papiers officiels leur indiquant qu'ils devront se présenter au Palais de justice le 22 juin à 13 h 30 pour port d'armes prohibé.

Les agressés se retrouvent donc jugés comme agresseurs. On peut penser que la police a voulu se venger de la manifestation anti-Le Pen du 6 mars, où elle n'arrêta aucun véritable militant antifasciste, mais plutôt des jeunes peu rapides et au faciès quelque peu teinté ou à la coupe iroquoise trop voyante.

Les jeunes arrêtés lors de cette manifestation se sont tous pris des peines de prison avec sursis. Cette fois, le 22, c'est la relaxe pure et simple qui doit être obtenue.

J.-P. L.

ROANNE
19 juin 1992 - 20 h 30
Espace Renoir
(ex-cinéma Marivaux)
rue Jean-Puy

projection du film
« Un Autre futur »
(Espagne libertaire 36-39)

Suivie d'un débat animé
par Philippe Pelletier
du groupe
Nestor-Makhno
de Saint-Etienne.

Cette projection est organisée
par l'association « Alternatives »,
que l'on peut joindre
en s'adressant au
Groupe libertaire de Roanne,
Salle 18,
Centre Pierre-Mendès-France,
avenue de Paris,
42300 Roanne.

Nouvelles du front

INSOUMIS BASQUES

Dans le cadre du soutien apporté aux trois insoumis basques poursuivis par la justice, Erik Lechardoy, Nicolas Padrones et Jean-François Lefort, une manifestation silencieuse pour la liberté d'expression, forte de 150 personnes, s'est déroulée à Bayonne le 29 mai.

Le 1^{er} juin, Erik et Nicolas, en raison de leur état de santé jugé préoccupant à la suite de la grève de la faim qu'ils ont entreprise, ont été transférés à Fresnes.

Le 3 juin, la cour d'appel de Bordeaux renvoie au 10 juin l'examen de la demande de mise en liberté provisoire présentée par la défense d'Erik et de Nicolas, qui annonce qu'elle va faire un pourvoi en cassation devant cette décision et qu'elle va demander la nomination d'experts médicaux indépendants pour connaître l'état de santé des détenus.

Le 10 juin, à Bordeaux, cette demande de liberté provisoire est rejetée.

Le 11 juin, à Poitiers une décision identique est prise en ce qui concerne Jean-François Lefort, Lof, qui en est à son trentième jour de grève de la faim. Pour l'occasion un fort déploiement policier avait lieu au tribunal de Poitiers ; déploiement visant à « l'accueil » (photocopies des cartes d'identité et prises de photos par les RG) de trois militants basques de Paxta et d'un militant FA venu recueillir en

séance publique la décision du tribunal.

Le 12 juin, Patxa organise une conférence de presse à Bayonne où sont présentés cinq nouveaux insoumis et où il est réclamé l'arrêt de la grève de la faim entreprise par les trois insoumis basques.

Pour soutenir les insoumis basques, signez la pétition qui circule et envoyez des chèques à « En direct », Patxoki, 23 bis, rue des Tonneliers, 64000 Bayonne.

Vous pouvez contacter également le Comité de solidarité avec les antimilitaristes emprisonnés c/o CEL, BP 28, 33031 Bordeaux cedex. Tél. : (16) 56.31.43.84.

RASSEMBLEMENTS DE SOUTIEN AUX RÉFRACTAIRES

Le mercredi 24 juin à 18 h 30 sera organisé un rassemblement en soutien aux réfractaires à l'armée sur la place de la République, à Paris.

Un autre rassemblement aura lieu le samedi 27 juin au Pays Basque.

Ces rassemblements sont à l'initiative de l'association Patxa de Bayonne, du COT d'Albi, de l'association Réflex de Paris et du groupe Henry-Poulaillé de la FA de Saint-Denis.

Par ailleurs, le COT met son répondant (63.38.39.55) à votre service en vue de connaître le verdict du procès de Toulouse fait à Pierre Serres.

Les conférences-débats de l'Union régionale parisienne de la FA

- Vendredi 19 juin - 20 h 30
« Les luttes spécifiques (lutte des femmes, anticléricalisme, antimilitarisme : que proposent les anarchistes comme intervention ? »
- Vendredi 26 juin - 20 h 30
« Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? - Pourquoi, comment s'organiser, lutter aujourd'hui ? »

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

GUERRE DE CLASSES

Lettre d'Amérique

Comme vous le savez tous, ça a sacrément bardé dernièrement à Los Angeles. D'une façon très confuse et sombre, les événements tenaient autant du problème de classes que du problème de races ; ou plutôt ils suggéraient comme un lien entre politique de classes et de races.

Pour plusieurs raisons, cette explosion - appelons-la Watts II - était prévisible. Une semaine avant, le *New York Times* publiait des statistiques dont j'ai été moi-même surpris : en termes de biens propres (pas seulement les salaires, mais les maisons, les voitures, les actions, les stocks etc...), 1% de la population possède plus que les 90% du reste de la population des Etats-Unis. Nulle part

ailleurs dans le monde industrialisé la distribution des richesses n'est à ce point inégale. Et ne parlons même pas de la part des 50% (la moitié de la population) les moins riches...

La communauté noire de Los Angeles comme partout ailleurs aux Etats-Unis baigne dans l'idéologie petite-bourgeoise (qui généralement tend vers le nationalisme noir), et la réponse immédiate au verdict raciste du procès Rodney King, a été en partie raciste. Les médias ont bien mis l'accent sur la terrible raclée qu'a pris un chauffeur routier au cœur de South Central Los Angeles pendant la première heure du soulèvement. Et bien sûr l'accent a été mis sur les attaques des Noirs contre les boutiquiers coréens. Mais ce qu'il y a eu de plus frappant dans ce qui s'est passé, c'est l'ampleur qu'ont pu prendre pillages et incendies. Des foules interraciales - Noirs, Chicanos, Asiatiques, Blancs - ont mis à sac des magasins, incendié des bureaux et combattu la police. Et ça, c'était au mieux une forme primitive d'état de guerre de classe : appropriation de biens inaccessibles, revanche contre les forces de répression. L'aspect interracial des pillages était tellement évident qu'au départ, les médias ne pouvaient pas l'ignorer. Mais après quelques jours, cet aspect disparaissait des gros titres et des

journaux télévisés, et les médias se sont assurés que seule la question raciale soit mise en avant. Le président a tout d'abord parlé du système judiciaire, versé quelques larmes de crocodile, et promis quelque aide pour les cités défavorisées en même temps que du bout des lèvres, il parlait surtout du maintien de la loi et de l'ordre et de punir les pillards. Clinton et Perot, les deux candidats présidentiels tenaient exactement le même discours. Les médias dénonçaient les pillards comme voyous, brutes, « la fange de l'humanité »... ; en d'autres

« ...jouer sur la peur des électeurs blancs. »

termes, ils utilisaient tous les stéréotypes apposés aux Noirs depuis des dizaines d'années. Les experts sont venus à la télé expliquer avec des détails bien construits que : 1) les criminels sont toujours responsables de leurs actes, 2) la Loi doit toujours être obéie. Alors même que j'écris, le vice-président Dan Quayle réaffirme ces positions tout en promettant que l'administration Bush va résoudre les problèmes des cités (comme si ils pouvaient être résolus) grâce à des programmes de libre entreprise.

Tout ça n'est que maquillage. Les politiciens n'ont pas d'intérêts immédiats dans l'amélioration des conditions de vie des Noirs, des Chicanos etc., tout simplement parce que la politique raciale depuis les quinze dernières années a été de jouer sur la peur des électeurs blancs. En cela, Reagan et Bush ont préparé le terrain à Duke et Buchanan. Mieux, parce que le poids de la révolte en fin de compte a été supporté par des petits boutiquiers, des petits propriétaires et les habitants du ghetto, il n'a pas directement affecté les intérêts des corporations. En gros, Bush et Cie ont été plus sensibles à l'aspect dommageable de la vision d'une population hors de contrôle. C'est pourquoi les divers remèdes miracles législatifs proposés par le gouvernement seront

bientôt oubliés alors que les moyens de répression seront eux améliorés (plus de police et de garde nationale en alerte...), ce qui signifie une plus grande possibilité dans le futur de bavures à la Rodney King.

Les événements récents aident à définir une différence importante entre la quasi-sociale-démocratie d'Europe de l'ouest et le populisme autoritaire des Etats-Unis. En Europe, il reste encore une notion, bien que dépréciée, de contrat social et d'assistance sociale (par exemple, l'aspect à peu près général d'assurance-santé). Aux Etats-Unis, la classe ouvrière n'a quasiment jamais été reconnue comme telle et la plupart des nord-américains ont été conditionnés pour s'identifier à la *middle-class* (la race étant vraiment une reconnaissance de classe inférieure). Donc, l'élite gouvernementale n'a jamais pensé en terme de contrat social avec la classe ouvrière, mais a au contraire maintenu l'ordre par la violence et la menace de violence tout en établissant les formes les plus crues d'exploitation.

Le soulèvement de Los Angeles pourrait bien être le prélude violent d'un été de violence. Tout est en crise. Le processus électoral est à la limite de l'effondrement. Les démagogues règnent sur les ondes. Ross Perot, le candidat « alternatif » n'apporte rien de mieux qu'une alternative droitière à Bush.

Alan W.
(Washington, mai 92)

N. B. : Courrier transmis par Charles Reeve, de retour des Etats-Unis.

ASTURIAS ANTIFASCISTES

Nous apprenons la création d'une assemblée antifasciste des Asturies. Cette structure a pour objet « de combattre les appuis possibles et l'indifférence populaire au fascisme, à travers des campagnes de rues et à travers les médias. [...] Pour être politiquement efficaces, nous demandons votre aide. Nous avons besoin de connaître d'autres expériences de résistance antifasciste. Si vous disposez de matériel ou d'informations, envoyez-les nous à *Asamblea Ciudadana Antifascista, Apartado 8079, 33280 Gijón (Espagne)*. »

ESPAGNE : ECOLE POPULAIRE DE MADRID

L'Ecole populaire de la prospérité continue la lutte. Cette école madrilène fonctionne depuis vingt ans sur la base du volontariat, et propose des cours d'alphabétisation pour adultes, et aide à la réinsertion d'handicapés et de toxicomanes. Les animateurs ne font aucune concession sur leur projet pédagogique, et ne font pas d'argent avec la misère des autres. Ils ne veulent avoir de relations ni avec les banquiers ni avec l'enseignement étatique. Or, le local qu'ils occupent va être récupéré par la mairie et l'Eglise, « propriétaire » des lieux. D'où leur résistance à cette expulsion. Ils ont produit des bons de soutien de 250 pesetas, et organisent un concert de soutien à Madrid le 20 juin.

Théâtre du Lierre

22, rue du Chevalot,
75013 Paris.

Tél. : 45.86.55.83

18,19 et 20 juin - 20 h 30

Les « Hey ! tu sais quoi... »

un concert électro-acoustique
de Kristoff K. Roll
avec Carole Rieussec
et Jean-Christophe Camps
Création Lumières :
Thierry Meulle
Percussions : Jean Pierlot.

Radio Libertaire (89.4 FM)

« Tribuna latino-americana »
spécial Chili

« Tribuna Latino-americana », le magazine des Amériques sur Radio Libertaire, diffusera le 21 juin, de 18 h à 20 h, un dossier sur le thème : « Chili, bilan de deux ans de transition démocratique », ceci une semaine avant les élections municipales qui permettront aux Chiliens d'élire au suffrage universel leurs élus.

Le dossier sera délimité en six parties : la situation économique et sociale ; les droits de l'homme, les civils et militaires ; la politique extérieure ; la culture ; les élections municipales et l'avenir.

Chacun de ces thèmes sera développé au cours d'un entretien avec un invité, spécialiste de chacune des questions abordées. Nos invités font partie des ex-organisations chiliennes en exil, et représenteront divers courants politiques.

Des nouvelles des éditions du Monde Libertaire

Après publication, le mois dernier, de la Brochure anarchiste n° 4 intitulée *La Main de fer en Palestine*, de Christiane Passevant et Larry Portis, les éditions du Monde Libertaire publient le livre de Nathalie Brémard, *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry*. Cet ouvrage de 160 pages est disponible à notre librairie (145, rue Amélot, 75011 Paris) au prix de 80 F (port non compris).

Outre cette publication, nous poursuivons notre programme de publications, même si c'est avec un certain retard sur le calendrier ; la parution des deux dernières Brochures anarchistes (*Avortement-contraception* et *La Main de fer en Palestine*) n'étant pas prévue au départ, ce qui nous a un peu compliqué la vie.

Que les souscripteurs des autres ouvrages se rassurent : le livre sur les problèmes de l'éducation libertaire de Sébastien Faure et celui sur le colloque « Art et anarchie » sont à l'impression, et ils seront envoyés aux souscripteurs courant juillet pour le premier et fin août pour le second.

Pour Fabbri, *Ecrits sur le fascisme*, il faudra en revanche attendre encore un peu. Notre traducteur nous ayant lâché en cours de route, nous avons dû assumer par nos propres soins la fin du travail. Nous pensons pouvoir remettre le tout à l'imprimeur début septembre. Les personnes intéressées par ce livre ne perdent pas à nous accorder leur confiance car nous avons mis à profit notre retard pour enrichir l'ouvrage de nombreux textes, documents et informations inédites sur la vie de Luigi Fabbri et les problèmes de l'antifascisme dans les années 20 et 30, grâce à la consultation de différents centres d'archives dont l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et les Archives centrales de Rome.

A bientôt, donc, et merci à tous ceux qui nous comprennent et nous soutiennent dans notre effort pour doter le mouvement libertaire d'une maison d'édition digne de ce nom.

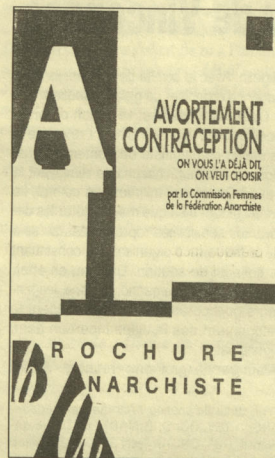
Les éditions du Monde Libertaire

NOUVEAUTÉS

« Avortement
Contraception »

La Commission
« Femmes » de la FA

La Brochure anarchiste n° 3



« La Main de fer
en Palestine »

Christiane Passevant
et Larry Portis

La Brochure anarchiste n° 4



Prix : 35 F chaque brochure (port non compris).

Chèque à l'ordre de Publico.

En vente à la librairie du Monde Libertaire,
145, rue Amélot,
75011 Paris.

LES SYNDICATS EN GRANDE-BRETAGNE

Les liens organiques avec le Labour Party

Après étude du fonctionnement des syndicats britanniques dans le Monde libertaire de la semaine passée, René Simon met en avant les liens qui les unissent au Labour Party. Là encore l'originalité prime.

UNE BREVE description des liens organiques des syndicats britanniques avec le Labour Party ferait ressortir qu'ils sont exactement l'inverse des liens entre la CGT et le PCF en France : ce n'est pas le parti qui domine la centrale, mais c'est le TUC qui domine le Labour Party.

Les syndicats et leurs membres sont membres de droit du Labour Party. Ils en assurent plus de la moitié du financement et couvrent la plus grande partie des fonds électoraux. Les syndicats, qui interviennent à proportion de leurs effectifs, contrôlent la majorité des votes aux conférences annuelles du Labour Party qui procèdent également à la désignation de l'appareil dirigeant. Les syndicats, indépendamment, choisissent des candidats Labour (certains syndicats procèdent même à un examen écrit et oral de sélection des candidats, l'un de ceux-là ayant examiné ainsi 24 postulants pour pourvoir 11 postes de candidats députés) ; en 1987, 139 députés Labour sur 229 étaient ainsi directement soutenus (sponsorisés) par un syndicat.

La conséquence est une étroite association du TUC à la politique du Labour, un avantage dans certaines circonstances, un boulet dans d'autres. Deux échecs retentissants peuvent faire mesurer la lourdeur de ce système de double bureaucratie interconnectée mais avec un pied dans l'Etat d'un côté

et un pied dans le social de l'autre côté. Lorsque, début 69, le ministre du travail d'un gouvernement Labour, Barbara Castle, déposa un projet de loi pour réprimer les grèves sauvages, le TUC, bien que lié au Labour, ne put que faire capoter le projet qui lui aurait fait perdre totalement le contrôle de la base. De même, lorsqu'à la fin des années 70, un autre gouvernement travailliste

« Il y eut, dans le passé, différentes tentatives de briser ce lien organique TUC-Labour. »

tenta la politique de contrôle strict des salaires dans des « pactes sociaux » avec les syndicats, la révolte de la base balaya un gouvernement travailliste complètement paralysé, ouvrant la voie à l'intervention musclée des conservateurs derrière Thatcher. Mais l'influence syndicale subit aussi un coup dur tant vis-à-vis de la base que vis-à-vis des patrons dans la tentative d'imposer aux travailleurs, dans l'intérêt du Labour, un « code de conduite » limitant notamment l'activité des piquets de grève (code de conduite repris d'ailleurs presque intégralement quelques années



Londres, le 3 février 1988 - Le personnel de la santé manifeste à Trafalgar square en faveur d'une augmentation budgétaire. © Stuart Nicol/Sipa press.

plus tard par le gouvernement Thatcher sous forme de règlement impératif).

Il y eut, dans le passé, différentes tentatives de briser ce lien organique TUC-Labour. Une scission du Labour avec la création d'un parti social-démocrate échoua au bout de quelques années. Le problème reste entier : un leader de l'important syndicat GMB pouvait déclarer récemment : « Un parti travailliste qui doit être financé en partie par les syndicats et en période électorale par les syndicats seulement n'est pas un parti sain. » Un journal financier peut suggérer pour une meilleure - peut-être prochaine - gestion du système par le tandem TUC-Labour que « les relations entre le TUC et le Labour ont été plus

fructueuses (NdR : sous-entendu plus efficaces dans la domination du travail) quand leurs chemins ont été parallèles plutôt qu'intégrés ».

Pourtant, cette intégration tant politique qu'économique n'a pas entraîné, contrairement à ce qu'on pourrait croire, une désyndicalisation de l'ampleur de celle que nous connaissons en France. Une des explications est non pas tant dans l'existence d'une autre originalité du mouvement syndical britannique, la closed shop, mais dans son utilisation possible par le mouvement autonome de base, comme nous l'avons vu pour d'autres spécificités du syndicalisme britannique.

René Simon

ALLEMAGNE : BASF

Le géant de l'industrie chimique allemande, BASF, bien connu pour ses cassettes audio, est au centre d'un énorme scandale pour « transfert illégal d'informations ». Depuis le début des années 70, ce consortium industriel a transmis à la police pour plus de 70 000 informations concernant ses employé(e)s en échange de renseignements sur leur appartenance politique, leur activité syndicale...

De cette manière, un militant politique (de « gauche », chez les Verts) n'a aucune chance d'être embauché par BASF ni dans l'une de ses nombreuses filiales. Cette étroite collaboration entreprise-police permet de réprimer toute velléité d'opposition aux conditions de travail, aux licenciements abusifs...

Le cas de BASF est symptomatique des échanges de bons et loyaux services entre des multinationales et certains secteurs des services secrets civils et militaires.

Traduit de *Direkte Aktion*, n° 92, journal de la FAU.

ESPAGNE : FIJL

Dans un récent communiqué, les Jeunesses libertaires de Compostelle, fédérées à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL), proposent la création d'une fédération mondiale des jeunesses libertaires. Elle constituerait « une arme efficace contre tout type d'Etat, d'autorité et d'oppression ».

Cette proposition est formulée après le constat selon lequel « le mouvement social est éparpillé, et parfois brille par son absence. De même, l'anarchisme se voit affecté par cette inactivité malgré la tâche immense qu'il a pour formuler la revendication de l'émancipation totale des personnes... » Pour tout cela, les Jeunesses libertaires de Compostelle pensent nécessaire d'adopter de nouvelles attitudes efficaces pour arriver à l'anarchie. L'objectif de cette fédération serait de briser l'isolement des jeunes libertaires, d'aider d'éventuels mouvements révolutionnaires anarchistes, et de participer aux luttes sociales, artistiques, pour la réappropriation des logements, pour l'écologie, pour les radios et TV libres, pour la lutte anti-patriarcale...

Extrait du bulletin n° 141 de l'UPA de Madrid.

LES SYNDICATS EN GRANDE-BRETAGNE

La closed shop et l'encadrement de la base syndicale

UNE LÉGENDE court depuis des années que les années Thatcher ont sonné le glas des syndicats en Grande-Bretagne. Il est vrai qu'une importante législation a modifié profondément les conditions de l'intervention des syndicats. Mais tous les efforts pour diminuer l'influence et l'adhésion syndicale n'ont pas eu, malgré un déclin évident, des conséquences sur les effectifs syndicaux que le simple jeu des mécanismes économiques a pu avoir en France sur le taux de désyndicalisation. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1945, le taux de syndiqués par rapport à la population active était de 42%, soit 8 millions ; en 1980, il est de 56%, soit une pointe de 13 millions ; en 1988, il est de 46%, soit un recul à 10 millions ; en 1990, ce taux est de 36%, soit une chute à 8,5 millions.

Il est difficile de cerner les causes de cette chute qui sont diverses : en premier lieu : le chômage (2,5 millions fin 1991) ; ce que confirment par exemple les chiffres pour l'industrie automobile avec une chute de l'emploi de 43% et une chute des effectifs syndicaux de

44%, mais que l'on ne retrouve pas dans d'autres branches industrielles. Le maintien de la closed shop, avec l'accord des travailleurs eux-mêmes (puisque'une des lois Thatcher obligeait de voter pour son maintien) a certainement amorti cette chute des effectifs. Il ne s'agissait pas tant d'un soutien à la bureaucratie syndicale mais d'un maintien d'un système qui pouvait être utile dans les luttes.

Le système de la closed shop est presque inconnu en France (sauf pour les dockers et les imprimeries de presse parisienne), mais fréquent en Grande-Bretagne. Dans l'entreprise, couverte par cette clause, qui « reconnaît » ainsi un ou plusieurs syndicats, l'adhésion au syndicat est une condition de l'emploi ; les cotisations sont prélevées sur la feuille de paie. C'est une vieille institution : protection du syndicat et du syndiqué. Elle est aussi un instrument de mainmise du syndicat sur la base. La pratique du piquet de grève lui est directement liée : le piquet n'a pas tant l'objet de dissuader les jaunes de travailler, mais de voir qui transgresse l'ordre de grève pour le sanctionner, sanction qui

peut aller jusqu'à l'exclusion du syndicat, ce qui signifie corrélativement le licenciement.

Mais cet outil de préservation, de mainmise du syndicat est devenue entre les mains du mouvement de base, une arme à double tranchant, tout comme nous l'avons vu pour les questions de démarcations. Dans les conflits, la closed shop a joué dans le sens d'une cohésion par l'exclusion des jaunes par tout moyen approprié : le piquet de grève, dérivé de la closed shop, est devenu l'arme essentielle des grèves sauvages des décades passées. D'un contrôle syndical, on est passé à un contrôle de base. Les piquets eux-mêmes se sont diversifiés pour augmenter l'efficacité de la grève. Souvent, le piquet de l'entreprise elle-même devenait inutile parce qu'il n'y avait pas de jaunes ; les piquets secondaires allaient interdire les entrées des usines des fournisseurs ou clients ; des piquets volants allaient stopper les transports des marchandises produites par l'entreprise en grève ; des piquets de masse mobilisant les travailleurs des autres entreprises

locales ou tout volontaire s'opposaient à la répression policière pour « libérer » le travail. Cela était l'œuvre des syndiqués de base et des militants de base du syndicat, les délégués élus par les travailleurs des sections syndicales de l'entreprise, les shop stewards. Les grèves, presque toutes sauvages de 1945 à 1979, furent pour une bonne part la face visible et active du mouvement shop steward qui fut, mais n'est plus, pratiquement un courant autonome de masse à l'intérieur du mouvement syndical britannique. On retrouve encore ici ce trait essentiel déjà décrit de l'utilisation, du détournement par le mouvement de base des structures mises en place, parfois depuis près d'un siècle pour la préservation de l'organisation syndicale. L'incapacité du syndicat de contrôler cette utilisation donc le mouvement de base pour permettre l'accélération de la modernisation de l'appareil de production fut un des facteurs essentiels de l'accession au pouvoir du clan conservateur dur avec Thatcher et des réformes profondes des relations de travail dans le but non pas comme on l'a souvent

écrit de briser les syndicats mais de leur donner les instruments nécessaires pour briser le mouvement de base.

Une des principales caractéristiques du mouvement syndical britannique est dans le fait que le rapport de force s'exerçait à l'intérieur des structures de l'appareil syndical lui-même, par l'utilisation de certaines de ces structures. La raison en est sans doute la coexistence du caractère quasi-institutionnel du Trade Union et d'une quasi-indépendance dans la non formalisation des échelons de base. On retrouve ici une des caractéristiques générales des institutions britanniques. Mais on ne saurait détacher ces possibilités particulières d'expression d'un courant autonome de lutte de la combativité de base des travailleurs eux-mêmes exerçant un contrôle direct sur les militants de base, les shop stewards. C'est ce mouvement parallèle à l'organisation syndicale, mais faisant en même temps partie de ce mouvement, qui pendant des lustres a donné sa force au mouvement ouvrier britannique.

R. S.

49^e congrès à Lille de la Fédération anarchiste

RENDEZ-VOUS important, les 6, 7 et 8 juin derniers pour les militants de la Fédération anarchiste : notre congrès annuel, cette fois-ci avait lieu à Lille.

Chaque année, un groupe ou une ville prend l'initiative d'organiser ce qui constitue pour nous la seule et unique instance décisionnelle. Ambiance studieuse donc ! C'est que nous ne disposons que de trois jours pour faire le bilan de l'année écoulée et surtout pour préparer celle à venir. Trois jours pour régler les problèmes de fonctionnement de l'organisation, la gestion de ses outils que sont le *Monde libertaire*, Radio Libertaire, la librairie et les éditions du Monde Libertaire. Tout cela ne fonctionne en effet que sous le contrôle direct du congrès et de chacun des membres de la FA. Ses responsables

sont mandatés précisément en congrès et révoqués. Nous ne faisons là qu'appliquer les principes du fédéralisme libertaire. Trois jours pour aborder également la situation sociale, économique, écologique, politique... du monde dans lequel nous vivons. C'est là que nous élaborons les thèmes des campagnes fédérales pour l'année à venir. On y parle donc beaucoup. Les points de vue s'y affrontent souvent. Les discussions peuvent être longues, mais nous parvenons, par notre réflexion commune, à des positions de synthèse. C'est que le fonctionnement du congrès est tel qu'une position n'est adoptée que si elle fait l'unanimité, ou du moins si elle ne suscite pas d'opposition de la part d'un militant. Aucun comité central ou bureau politique ici pour imposer une ligne à la fédération.

Le congrès, c'est aussi l'occasion pour nous tous d'échanger nos expériences : problèmes de logement, squatts, luttes antinucléaires, écologie, luttes pour les droits des femmes, syndicalisme... Ils sont nombreux les militants de la FA à s'investir localement ou nationalement dans ces domaines. C'est ce qui fait la richesse de l'organisation. Au congrès, nous pouvons également faire connaissance avec les militants de Nice, Toulon, Bordeaux, Rennes, Paris, Lyon ou d'ailleurs, ce qui est tout de même une occasion rare. On en profite pour faire la fête, pour entonner aux heures d'après-boire les vieux chants révolutionnaires. Etonnez-vous, après cela, que l'on ressorte exténué d'un congrès !

Bien sûr, c'est aussi pour la FA l'occasion d'apparaître d'une manière un peu plus médiatique. Nous

avons notamment pu noter cette année l'intérêt accru de la presse à notre égard. Comme quoi l'anarchie, après l'effondrement du « socialisme de caserne » commence à redevenir un sujet digne d'intérêt pour les mass-médias. Que ce soit *Libération*, le *Monde*, FR3 ou la presse quotidienne régionale, tous y sont allés de leurs articles, plus ou moins longs sur le « congrès des anars », la plupart du temps objectifs, même si certains ont tendance à confondre journalisme et ragots de comptoirs. Nous pourrions d'ailleurs nous inquiéter de savoir ce que cache cet intérêt soudain pour l'anarchisme de la part de médias qui, pour la plupart, n'ont jamais été particulièrement tendres ou objectifs avec nous.

B. D.

EXPULSIONS DANS LE NORD/PAS-DE-CALAIS

Les étudiants étrangers piégés dans les préfetures

Il est bien fini le temps des élections où le gouvernement avait plus ou moins mis en veilleuse la répression en matière d'immigration. En l'espace de moins de trois semaines, ce ne sont pas moins de cinq étudiants étrangers (deux Sénégalais, un Tunisien, un Marocain et un Malgache) qui ont manqué de se faire expulser par les préfetures du Nord et du Pas-de-Calais. Le dernier, un étudiant malgache, n'y a d'ailleurs échappé qu'à un cheveu près.

Ces arrêtés d'expulsion avaient été prononcés par le préfet en « vertu » d'une loi toute récente du 26 février dernier, qui prévoit notamment que sont expulsables les étrangers (hors CEE, bien sûr !) qui ont un retard de plus d'un mois dans la mise à jour de leur titre de séjour. Loi scélérate s'il en est, d'autant plus que les premiers concernés n'en avaient surtout pas été informés ! Mais, « nul n'étant sensé ignorer la loi », quand ceux-ci se présentent à la préfecture pour régulariser leur situation, on les arrête sur place, ou mieux, on les convoque pour le lendemain s'il n'y a pas suffisamment de flics à ce moment-là. C'est très précisément le genre de guet-apens que connaissent ces cinq étudiants dûment inscrits et présents à l'université. A chaque fois, ils furent emmenés, menottes aux poignets, vers le centre de rétention le plus proche, à Lesquin, en l'attente de leur expulsion. Malheureusement pour l'Etat et le gouvernement, l'heureux temps du plus cynique arbitraire de la loi Pasqua étant à peu près révolu, il restait aux étudiants un recours devant le tribunal administratif pour trancher quant à la validité de la décision du préfet. Malheureusement pour eux également, les quatre premiers avaient pu prévenir des associations d'étudiants, d'anticaristes (1), dont la Fédération anarchiste, de ce qui leur arrivait. Ils purent donc être correctement défendus lors du procès de la décision du préfet et celle-ci fut cassée. Ces associations parvinrent qui plus est à obtenir du responsable à la circulation des étrangers de la préfecture du Nord l'assurance que les arrestations en préfecture cesseraient et que le cas des centaines d'étudiants de Lille en retard, du fait des insuffisances lamentables de l'administration pourrait être réglé (quand on multiplie les tracasseries administratives, il faut se donner les moyens en bureaucraties pour assurer derrière). Reste à voir si ces engagements seront tenus.

On peut déjà en douter. Le jour même de cette entrevue, le 5 juin dernier, le tribunal administratif de Lille validait la décision d'expulsion de l'étudiant malgache décidée par la préfecture du Pas-de-Calais ! Il n'avait pu bénéficier d'une défense correcte lors du procès ni d'un quelconque soutien. Il devait être expulsé lundi 8 juin, jour férié, pendant le congrès de la FA à Lille. L'ayant appris, le congrès a donc adopté une motion de protestation. Elle fut adressée, ainsi que celles de nombreuses organisations, à la préfecture. En vain ! A 15 heures, il partait pour Roissy. Suite à de multiples coups de téléphone au ministère de l'Intérieur, celui-ci sembla visiblement inquiet des vagues faites autour de cette affaire somme toute banale (si on ne peut même plus expulser en paix !). Les seuls scrupules de ceux qui nous gouvernent ne sont vraiment que d'ordre médiatique ! Nous ignorons encore si une intervention directe de la communauté malgache parisienne à Roissy aura pu empêcher in extremis cette expulsion.

Il n'est pas possible non plus de savoir combien de personnes ont ainsi pu être expulsées du fait d'une loi qu'elles ignoraient et de l'impossibilité (dans les conditions déplorables d'accueil au service des étrangers de la préfecture) de renouveler ses papiers en temps et en heure. Ce sont toujours quelques expulsions faciles et sans danger auxquelles le gouvernement va devoir renoncer à moins de reconnaître que l'Etat de droit n'est pas une réalité des plus tangibles pour certaines catégories de la population...

N'ayez également aucun scrupule ! Usez de tous les moyens possibles pour empêcher ces expulsions. Et faites également le siège du ministère de l'Intérieur. A propos, le standard à faire sauter sous les appels, c'est le bureau du Service des Libertés publiques (1) au 49.27.49.27.

Bertrand (gr. Humeurs Noires - Lille)

(1) Fédération anarchiste, Syndicat pour une éducation libertaire-CNT, Union nationale des étudiants marocains, Amicale des étudiants sénégalais, UNEF, Comité contre la « double peine », MRAP, LDH...

N. B. : Nous apprenons le 10 juin qu'un étudiant marocain venait d'être arrêté pour les mêmes motifs, suite à un contrôle de billet dans le métro de Lille.

La FA face à la construction européenne chaotique



La Suisse sommeillante en retard d'une Europe des Douze en plein chantier. Dessin de Elzinge in « 700... Pas de quoi pavoiser ! », A to Z éditions, 1991.

(suite de la « une »)

La Fédération anarchiste considère que le « oui » à Maastricht avalise la mise en place de cette politique chaotique tendant à favoriser le développement du capitalisme européen en renforçant les inégalités sociales, les injustices économiques et une nette tendance à un européocentrisme égoïste.

Les Etats nationaux, dans leur forme actuelle, mènent des politiques de régression sociale, de massacre de l'environnement, de réarmement moral et de retour aux valeurs d'un passé que nous supposons révolu.

La Fédération anarchiste considère que le « non » à Maastricht pérennise cette situation de mise sous tutelle des différents peuples européens.

La Fédération anarchiste, forte de sa vision universaliste d'un monde nouveau à construire, envisage à l'échelle de l'Europe le fédéralisme des peuples, l'égalité sociale des individus, les échanges pluriculturels et l'abolition totale des institutions de répression politiques et religieuses ainsi que la disparition des frontières pour l'ensemble des citoyens du monde.

Dans ce cadre, la Fédération anarchiste ne peut se satisfaire du choix prononcé par les politiciens, ni d'ailleurs de la pauvreté intellectuelle dans laquelle les hommes politiques de tous bords confinent les populations.

Le « oui » et le « non » à l'Europe nous renvoient dans tous les cas à des situations de dépendances politiques, sociales, économiques et culturelles.

Le « oui » et le « non » laissent en place les mêmes personnels politiques qui s'accordent des droits exorbitants sur les populations qu'ils maintiennent sous tutelle, au besoin avec l'emploi de la force.

« La Fédération anarchiste ne peut militer que pour une "abstention active". »

La Fédération anarchiste ne peut militer que pour une « abstention active ».

A cet effet, nous allons éditer un plaquette définissant dans le détail les aspects désastreux (nombreux) du traité de Maastricht. Nos propositions pour une Europe fédéraliste y seront présentées...

Des meetings vont être réalisés à travers tout le pays afin de faire connaître plus amplement nos analyses, nos propositions et notre position originale et dynamique sur l'« abstention active » au référendum.

Dans les quartiers, dans les entreprises, dans les différentes associations et syndicats, nos positions seront développées et proposées au débat le plus large.

Nous avons l'ambition de regrouper le plus massivement possible l'ensemble de celles et de ceux qui considèrent qu'en dehors du « oui » et du « non », et en évitant le piège et la simplification des urnes, il est possible de participer activement à la construction d'une Europe et d'un monde de paix, de justice, de solidarité et d'égalité, sans sacrifier une seule parcelle de souveraineté au « dieu fric » et à la puissance étatique.

Cette stratégie de réinvestissement de tous les lieux de débats et d'échanges, cette stratégie de reprise en main de nos vies, la Fédération anarchiste la fait sienne et elle mettra tout en œuvre pour qu'elle soit partagée par une large partie de l'opinion.

Les Danois ont dit « non » à Maastricht, mais ils iront probablement revoter une fois, deux fois, dix fois si nécessaire, car la volonté des politiciens semble inébranlable à mener à terme la construction chaotique de l'Europe du capital et du Vatican.

Alors, pour celles et ceux qui, comme nous, veulent réellement que les choses changent, la solution la moins utopique est bien la participation directe à la réflexion et à la construction de l'Europe telle que nous la souhaitons et non l'abandon de toute prérogative et de toute souveraineté par un « oui » ou un « non » décidément bien légers.

Les Relations extérieures de la Fédération anarchiste

WHO'S WHO

« Les droites nationales et radicales en France »

Jean-Yves Camus & René Monzat - PUL

SOUVENT, les presses universitaires cantonnent leur production en des ouvrages spécialisés, voire ésotériques, accessibles aux seuls initiés. Il convient en conséquence de saluer l'initiative des Presses universitaires de Lyon de publier l'excellent livre de Jean-Yves Camus et René Monzat, intitulé *Les droites nationales et radicales en France* (prix : 120 F). Indispensable ouvrage de référence assurément que ce volume de plus de 500 pages, complété d'un bien utile index, qui, des feuilles de chou photocopiées skinheads aux clubs de hauts fonctionnaires lepénistes, fait le tour des organisations et publications de l'extrême droite française.

Les auteurs, tous deux politologues spécialistes de l'extrême droite, ne proposent pas ici à proprement parler de thèse. Ils n'offrent pas une nouvelle interprétation du sens de la croissance électorale du Front national ou de la diffusion des idées négationnistes, ni d'analyse politico-sociologique. Par

contre, ils mettent à la disposition du lecteur une vision d'ensemble de tout le champ de l'extrême droite française et de ses principaux acteurs. En sept chapitres (familles idéologiques, partis et journaux disparus, personnes, mouvements politiques, associations ou clubs, maisons d'édition et de diffusion, librairies, revues et lettres indépendantes), le lecteur peut recomposer les réseaux, identifier les personnages-clé, découvrir les activités occultes de certains groupes ou personnes qui, sous d'innocents dehors, contribuent à la diffusion du fascisme... Les affinités comme les oppositions ou antagonismes entre groupuscules ou entre dirigeants sont ici révélés, permettant l'identification des différentes stratégies mises en œuvre en vue d'une prise de pouvoir. Les biographies des leaders nazis, intégrées, négationnistes ou encore royalistes permettent d'accéder à un angle de vue historique, indispensable à la compréhension de la situation actuelle.

Particulièrement intéressante est la mise à jour d'un certain nombre d'infiltrations de l'extrême droite dans le monde intellectuel et scientifique.

Les affirmations sont solidement étayées, les informations sont précises (un important travail a été réalisé concernant les petits groupes locaux), la présentation est claire et l'index des noms propres permet de retrouver facilement et rapidement le renseignement désiré. Quelques lacunes sont à noter (mais étant donnée l'ampleur du sujet, elles étaient probablement inévitables), notamment l'absence d'une partie consacrée aux liens entre l'extrême droite et les sectes, Moon et la Nouvelle Acropole, par exemple.

Il s'agit donc d'un ouvrage de référence minutieux, indispensable à tous ceux pour qui la lutte contre l'extrême droite et le fascisme sont d'une impérieuse urgence.

Lilian Mathieu (« Alternatives », Groupe libertaire de Roanne)

Radio Libertaire (89.4 FM)
« Hors-jeu »
Première émission
sur le cimetière du Père-Lachaise,
dimanche 21 juin - 18 h à 20 h.

ALBUM

Mano Negra live El Paso

Initiative des plus intéressantes que nous propose le Centre social autogéré, El Paso, de Turin, à travers la sortie de l'album autoproduit de la Mano Negra. (1)

La Mano Negra, refusant de jouer au stade de Turin, à la suite de magouilles de la part des organisateurs, décide de faire un concert de soutien à El Paso. Ce sont plus de 500 personnes qui assistent à cette *fiesta*, dont la Mano Negra a le secret. Ce concert mémorable, selon les dires des compagnons, nous est restitué dans ce disque. Avec au programme 14 titres, parmi lesquels *Assassino Nato*, *In Culo alla legge*, *A Malavita*, *Solitude*, *Paciugo*...

Cet album traduit une démarche de El Paso se voulant réellement alternative, en

dehors des sentiers battus et contre le show-biz et ses considérations commerciales.

En ces temps où l'alternative en France s'essouffie, la dynamique (malgré la répression au travers d'expulsions, procès et provocations) des centres sociaux autogérés italiens se veut une bouffée d'oxygène.

Cet album de la Mano Negra est un disque à découvrir, une démarche à soutenir.

Germinal

(1) Prix : 55 F (port compris). Disponible au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèque à l'ordre de Nappi) et à « On a faim », BP 47, 76802 Saint-Etienne-du-Rouvray cedex (chèque à l'ordre de « On a faim »).

« Le Moulin à Paroles »
21 juin - 7 juillet
exposition peinture
Claude Portella

vernissage
le samedi 20 juin
à 18 h 30
Théâtre « Le Moulin à paroles »,
76, rue Guillaume-Puy,
84000 Avignon. Tél. : 90.82.99.46.

« Mots & Musiques »
et Radio Libertaire (89.4 FM)
présentent
Serge Utgé-Royo
Lundi 22 juin - 20 h 30.
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées),
75019 Paris.
Entrée : 70 et 90 F

« Musique en liberté »
Samedi 20 juin
Prairie du Pont-Canal
Agen

Le 23 janvier 1974, trois militants agenais sont condamnés pour propagande antimilitariste. Pour payer les frais de justice, le groupe folk local, Perlin-Pin-Pin, organise un concert de soutien. Les anarchistes d'Agén proposent de renouveler cette initiative... La « fête anar » est née. Cette année, elle aura lieu le samedi 20 juin, de 17 h à l'aube. Elle est organisée par le groupe Federica-Montseny de la Fédération anarchiste. Avec : EDEN, KOCHISE, PATIN COUFFIN, HAVE NOTS, PERSONNA NON GRATA, FRANTIC ROLLER'S, HETEROCLITIRICK'S BAND. Entrée gratuite.

Poésie

« Le poète actuel n'a pas d'autre ressource que d'être révolutionnaire ou de ne pas être poète... »

Benjamin Péret

Désormais, parce que la vie est poésie et que la révolution a tout à gagner de l'être, une rubrique « poésie » mensuelle aura sa place dans le *Monde libertaire*.

Pour toute correspondance relative à cette rubrique, écrivez à Jean-Marc Raynaud, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-D'Oléron.



« Tu peux être tranquille.
Il reste du limpide en toi.
En une vie tu n'as pas pu tout souiller. »
Henri Michaux

In *Poteaux d'angle*, éd. Gallimard.

Un porte-manteaux,
Un porte-jarretelles,
Un porte-avions,
Un porte-monnaie,
Un porte-clefs,
Sont des objets utiles,
Un porte-bonheur,
Ça l'est déjà moins,
Mais un porte-parole,
Ça ne sert vraiment à rien !

J.-M. Dedet

In *Des colloux blancs sur le sentier de la guerre*, éd. Saint-Germain-des-Prés.

Les trois huit

Prenez un tiers :
De tâches ouvrières
Au rythme militaire
Ajoutez un tiers :
D'artifices nécessaires
Pour à jamais se taire
Puis versez un tiers :
dans le confort de votre litière
Pour que demain soit pareil à hier.
Servez la « quotidienne misère ».

Marc Loison

In *Vindicatif présent*. Chez Loison, 69, bd. R. Salengro, 95190 Goussainville. Prix : 20 F.

Ciné sélection

La mémoire aux trousses

« ...mais un écho dur éclairait longuement mon chemin et rebondissait contre les façades, un pas à la fin comblait l'attente de cette nuit, et je savais pour quoi désormais le décor était planté. »

Extrait du *Rivages des Syrtes*

Julien Gracq est de loin la sentinelle encore vivante de la littérature française. Sa carrière est à l'image des éditions José Corti où il est édité : discrète mais essentielle. *Le Rivage des Syrtes* lui valut le prix Goncourt, mais en bon surréaliste tête, il refusa élégamment et nous écrivit un texte encore d'actualité aujourd'hui : *La littérature à l'estomac*.

Mais est-ce qu'Arnaud Desplechin aurait refusé la 45^e palme de cet année à Cannes ? L'hypothèse est séduisante. *Le Rivage des Syrtes* nous raconte l'histoire d'Aldo aux confins d'un pays qui attend depuis fort longtemps un ennemi. Mais quel ennemi ? Doit-on se définir, vivre par rapport à un agresseur potentiel ? En un sens, l'histoire contemporaine a toujours fonctionné, depuis Hiroshima, dans cette illogique logique. Les grands de ce monde ont essayé, non sans résultats, cette folle tactique de survie. Aujourd'hui, tout semble avoir été illusoire et vain pour beaucoup. Que restera-t-il dans la mémoire de la planète ? Quarante-cinq années de ruses, d'illusoires croyances mais hélas aussi l'usure et l'exploitation d'individus. Il fallait se définir contre ou pour. En fait, tout choix entre dans un déterminisme de berceaux, tant la société se cloisonne et les classes sociales (si, si, ça existe !) se figent. Par exemple, les diplomates engendrent à leur tour de petits diplomates. *La Sentinelle* nous le laisse entrevoir. A l'heure de la grande Europe policière et technocrate, la mémoire de quarante-cinq années d'histoire individuelle part en fumée. L'homme enrégimenté (ici, un diplomate français) dans un rôle, se voit broyer, oublier et sa vie ressemble à un désert peuplé de Tartares mais surtout de

solitude. Une sentinelle sur un front d'illusions qui veille mais qui ne se réveillera point, car le bout du chemin est toujours un tombeau. Parfois, tels des fantômes, ses vaines vies resurgissent du fond de la mémoire. Dans les livres, dans l'actualité mais aussi au cinéma comme pour Desplechin et son premier long métrage. *La Sentinelle*, véritable film à suspense, mélange les genres pour lever un coin du voile sur l'ignominie caricaturale d'une certaine règle du jeu. Règle où chacun et chacune croient détenir les bonnes cartes. Avec ce scénario insolite, pour le meilleur film français à Cannes cette année, Arnaud Desplechin, fidèle à un cinéma presque tribal (mêmes acteurs, même équipe technique ou presque), tisse une toile d'araignée autour d'une jeune interne en médecine légale. Une tête macabre à la Jivaro l'entraînera et l'emportera sur la scène de la grande Histoire. Face à un complot habilement mené, Emmanuel Salinger, pantin désarticulé, dénouera patiemment les fils d'une intrigue qui le propulseront vers un internement salutaire pour la société. L'intrigue semble compliquée, mais les deux heures vingt du film sont là pour que pièce après pièce, le réalisateur cadre son tableau. A faire froid dans le dos. Aussi, il reprend toutes les qualités de son cinéma, que l'on avait découvert avec *La Vie des morts*, son précédent film : équipe soudée, acteurs bons et justes, thèmes récurrents (la mort, la mémoire des morts), un côté documentaire aussi avec une plongée dans le monde de la médecine légale (dissection des cadavres, autopsies...). A la sortie de *La Sentinelle*, un immense puzzle s'est étrié devant nos yeux. A chacun de remettre les pièces en place pour apprécier l'œuvre finale, finie. Finie ? Pas vraiment, car la réalité nous reprend et la règle du jeu nous assaille. Pour peu que nous ne fassions pas acte de lucidité, de révolte et de mémoire, l'Histoire nous broierait.

Salim de « Fondu au Noir »

RENDEZ-VOUS

GÉMENOS (Bouches-du-Rhône)
L'Union régionale Méditerranée organise les 6^e Rencontres libertaires les 11 et 12 juillet, au quartier du Vaisseau (RN 8), à Gémenos (près d'Aubagne).

Au programme : spectacles, débats, stands, bouffe, buvette... Camping assuré. Toutes propositions de spectacles et suggestions seront les bienvenues jusqu'au 25 juin.

CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

TOULOUSE

L'Athénée Albert-Camus organise une rencontre-débat : « Appel du 18 juin » ou... « Antour d'un pot », le jeudi 18 juin à 20 h 30, au 39, rue Peyrolières à Toulouse.

LA COURNEUVE : PIQUE-NIQUE

DE L'UNION REGIONALE PARISIENNE
L'Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste organise un pique-nique avec ses sympathisants au parc de la Courneuve (chemin des Cascades) le dimanche 21 juin à partir de 12 h. Chacun/chacune apporte son repas et sa boisson.

Comment trouver le parc ? En transports en commun : ligne métro n° 7, arrêt au Fort d'Aubervilliers, puis bus 149, arrêt au Centre des Essences. L'entrée Parc vert du parc est de l'autre côté de la rue, derrière soi. En voiture : sortir à la Porte d'Aubervilliers et prendre la Nationale 301, avenue Victor-Hugo, direction Dugny (av. Waldeck-Rocher). Aller tout droit jusqu'à rencontrer sur le bord gauche de l'avenue l'entrée parking Tapis vert (parc paysager).

Comment trouver le lieu de rendez-vous ? Parking Tapis vert : entrer dans le parc paysager jusqu'au grand cercle central de pelouse, près du bar-glaces (côté droit) et des deux abris (côté gauche), prendre à gauche en direction « Des Lacs-Plaine Marville » ; suivre la route principale ; longer le lac qui est sur la gauche ; carrefour : prendre à gauche en direction « Lac supérieurs-Le Port-Pont Iris » (on marche depuis 10 minutes). A ce croisement, il y a un plan ; continuer jusqu'à un hangar métallique (environ 60 mètres), le longer sur la gauche ; continuer tout droit la route principale, pas la piste cyclable ; en haut de la côte : le lac en face (Le Port) ; tourner à droite et continuer le chemin qui surplombe le lac (on est à peu près en parallèle à la piste cyclable) ; aux directions « Lacs supérieurs-Pont Iris » prendre à droite pour atteindre le pont (il y a des colonnes bleues, mauves, jaunes et vertes) ; le franchir, au-dessus de la voie ferrée et continuer tout droit en face « Cascade » ; laisser l'étang sur votre gauche ; prendre à droite un petit chemin longeant une partie de la cascade artificielle (à sec) ; on arrive à un étang à gauche ; il y a quelques tables (cela fait 30 minutes que l'on a quitté le parking).

PARUTIONS

PIN'S
En soutien à ses activités, le groupe FA de Bourgoin-Jallieu vient d'éditer deux pin's : « Chat noir + "A" cerclé » et « "A" cerclé sur un mur de briques ». 25 F l'unité, 20 F par 10 exemplaires (avec possibilité de panachage) - nous contacter pour prix par quantité. Pour toute commande, écrire à « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche

PRESSE
Le n° 90 (juin 1992) de Contre vents et marées vient de sortir. Vous pouvez l'acheter au prix de 5 F à « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche, ou la librairie du Monde Libertaire. Soutenez CVM en vous y abonnant au prix de 50 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

BORDEAUX

La justice découvre les commandos anti-IVG

A BORDEAUX, les commandos anti-IVG ont mené en l'espace de deux semaines deux de leurs « opérations de sauvetage » (sic). Le 11 mai, un commando d'une vingtaine d'individus se réclamant des luthériens ont pénétré dans le service de gynécologie de la clinique protestante de Bagatelle, annonçant l'attaque systématique des cliniques protestantes de la région pratiquant l'avortement. Pas de chef d'inculpation, déclarent les magistrats... Pas de suite. On est dans la logique habituelle du statu quo, qui préfère laisser les exactions impunies plutôt que d'offrir une tribune publique aux commandos anti-avortement.

Le 29 mai, un nouveau commando se réclamant de la Trêve de Dieu récidive, cette fois-ci dans le service d'orthogénie de l'hôpital Saint-André. Forts des réactions pour le moins frileuses tant de la part des directeurs d'établissements hospitaliers que des magistrats qui continuaient à prôner la politique du silence (surtout pas de vagues, ça ferait de la pub !), les commandos continuent leurs exactions avec de plus en plus de virulence et de violence, car enfin, il y a eu violence sur une personne physique (une infirmière est en arrêt-maladie pour douze jours). Enfin, il y a eu dégradation effective de matériel. Enfin, il y a des chefs d'inculpation à l'encontre de quelques uns, voire des dix-huit membres du commando.

Il semble qu'à Bordeaux, sous la pression, le milieu judiciaire accepte de rectifier son tir et de changer de position « stratégique ». Le petit parquet devant lequel sont passés les dix-huit membres du commando de l'hôpital Saint-André, le samedi 30 mai, a décidé d'une ouverture d'information, ce qui signifie qu'il a donc écarté « l'impossibilité d'agir ». Cela ne signifie cependant pas que les dix-huit « défenseurs de la bonne morale » seront inculpés ni que le procès ira jusqu'à son terme, car les « éléments rassemblés sont actuellement insuffisants » (dixit le parquet). Il s'agit maintenant de

déterminer la responsabilité des uns et des autres dans cet acte collectif.

Il est bien évident qu'on ne peut se contenter de cette brèche ouverte par la justice, et qu'on ne peut se faire beaucoup d'illusions sur l'issue de cet éventuel procès. Nous connaissons l'efficacité de la justice et de la police en matière de répression face à ces actes sauvages : il aura fallu quand même presque trois ans d'attaques impunies pour que « la grande machine » commence à se retourner. Nous connaissons aussi la longueur, la lourdeur des procédures judiciaires, qui peuvent, à terme, aboutir à des acquittements en bonne et due forme.

Nous ne voyons véritablement qu'une solution pour utiliser cette brèche : la mobilisation beaucoup plus massive et nationale pour la défense de l'avortement. Cela se révèle d'autant plus urgent et nécessaire que Bérégovoy tombe le masque et retire ses cartes de la campagne d'information télévisée en prévision, « La contraception, pour ne penser qu'à l'amour », sous prétexte que cette campagne était choquante et « trop réaliste ». On ne peut que s'étonner et s'insurger contre cette sensiblerie à l'égard de quelques images choquantes et de cette « sensibilité laborieuse » à l'égard des exactions violentes à répétition des commandos.

Le collectif bordelais en faveur de l'IVG et contre les commandos suit les pérégrinations judiciaires engagées sur la région (à Pau, quelques inculpations ont été prononcées) et s'emploie à remobiliser largement sur le droit à l'avortement. Les anarchistes de Bordeaux réaffirment plus que jamais leur soutien à cette lutte, poursuivent leurs actions sur le terrain pour faire respecter le droit à l'avortement et, au-delà de cette lutte précise pour la libre maternité, pour réaffirmer leur refus de subir les oppressions dont les femmes sont victimes.

Groupe Emma-Goldman de Bordeaux

VALLÉE D'ASPE

La kermesse-meeting oublie le col du Somport

Les 30 et 31 mai, les opposants à la construction du tunnel du Somport se sont donnés rendez-vous en vallée d'Aspe, à Bedous. 2 500 à 3 000 personnes ont fait l'effort de se rassembler à l'appel des associations de défense de l'environnement, mais aussi de divers syndicats et organisations politiques. Les anarchistes - et pas uniquement nos camarades de la FA du Béarn - étaient présents.

Loin des échos officiels véhiculant les paroles d'un Waechter, d'une Dominique Voynet (Verts) ou d'un Alain Krivine (LCR), Alexia, jeune militante libertaire de Toulouse, nous livre son sentiment sous forme d'un billet où le regret de n'avoir pu réoccuper le chantier du col du Somport se mêle à l'espoir de voir la mobilisation se poursuivre.

Il reste en France quelques beaux paysages. La vallée d'Aspe fait partie de ceux-ci. La vallée d'Aspe est belle. Ses gigantesques montagnes qui vous remplissent, ses cours d'eau, ses gros nuages et ses orages d'été. Et quand il ne pleut pas le soleil éblouit la vallée.

Ce week-end avait lieu un grand rassemblement en opposition à la construction d'un tunnel au col du Somport. Ces gigantesques travaux, malheureusement déjà commencés, sont faits dans la perspective de relier par voie d'autoroute Pau à Saragosse. Ce sont de grands travaux d'aménagement, ou plutôt de destruction, pour la grande Europe !

Des collectifs, des associations et des individus se battent contre ce projet. Ils ont occupé, il y a quelque temps, le chantier, et ont arrêté pour un moment les travaux. Les forces de l'ordre les ont expulsés... certains individus ont même écopé de quelques jours de prison, comme Eric Pételin.

Ce week-end, il y avait beaucoup de monde, qui s'était déplacé du Pays Basque, de Toulouse, de Lyon et d'ailleurs. Beaucoup dans la perspective d'apporter un soutien actif aux personnes qui occupaient le chantier, pour les relayer à l'occasion de ce grand week-end.

La journée du samedi 30 mai était le point

fort du rassemblement. Des cars entiers arrivaient des villes. Les gens venaient pour la journée dans la vallée d'Aspe. La kermesse-meeting qui prévalait - appelons les choses par leur nom - était organisée par les collectifs, les gens de la vallée - du moins ceux opposés au projet -, des organisations politiques et syndicales, les Verts et autres, parmi lesquels certains tartuffes peu disposés à échapper au cadre de la rencontre-kermesse.

Waechter était de la partie, les journalistes et caméras TV aussi. Étaient aussi de la partie, les forces mobiles, venues en nombre pour empêcher toute nouvelle tentative de réoccupation du site, et pour contrôler, toujours contrôler... (dans Le Monde du 2 juin, il était écrit qu'elles étaient là pour protéger le leader des Verts, on n'a jamais vu la police protéger qui que ce soit... à part ceux qui ont du pognon !).

Mais à quoi tout cela ressemblait-il ? Nous n'étions pas là pour nous faire griller au soleil, vendre nos journaux, acheter des pin's et manger des merguez ! Il fallait retourner, à cette occasion où beaucoup de personnes s'étaient déplacées, là-haut, au chantier pour montrer notre volonté.

Mais bien entendu, ceux qui étaient venus vendre leurs journaux, leurs pin's ou manger leurs merguez ou bien encore faire leurs discours n'étaient pas du même avis. Lors de discussions réellement houleuses, ces braves gens ont même parlé de démocratie... mais de la leur, comme ils l'ont souligné !

Nous irons demain, disaient-ils. Mais le lendemain, le dimanche 31, sous la pluie, nous étions peu à monter au col. Ceux de la vallée, ils n'y étaient pas !

Là-haut, dans les montagnes déchirées par les travaux, les bulldozers et les forces de l'ordre nous attendaient. Nous sommes restés là en vain, certains criant leur haine. Puis nous sommes partis, jurant de revenir.

Alexia

N. B. : La mobilisation se poursuit dans la vallée d'Aspe, pour y participer au cours de l'été notamment, écrivez à : CSAVA, 64490 Cette-Eggn. Tél. : (16) 59.34.78.83 ; Collectif « Alternatives pyrénéennes à l'axe européen E7 », Maison Bayc, 64660 Assap-Aros.

Le dessin de la semaine



La Fédération anarchiste vous intéresse, n'hésitez pas à prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures de la FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SOMMAIRE

PAGE 1 : La FA face à la construction européenne chaotique (suite en p. 6), Les mal-logés campent aux portes du château de Vincennes (suite en p. 3), Editio : Le pas de deux européen.
PAGE 2 : Objectivité scientifique et non violence collective.
PAGE 3 : Les mal-logés campent aux portes du château de Vincennes (suite de la « une »), Des antifascistes en procès à Rouen, Nouvelles du front, Associations.
PAGE 4 : Lettre d'Amérique, Infos brèves, Des nouvelles éditions du Monde Libertaire.
PAGE 5 : Les liens organiques avec le Labour Party, La closed shop et l'encadrement de la base syndicale, Infos brèves.
PAGE 6 : Le 49^e congrès à Lille de la FA, La Fa face à la construction européenne chaotique, Les étudiants étrangers piégés dans les préfectures...
PAGE 7 : « Les droites nationales et radicales en France » de Camus et Monzat, Mano Negra live à El Paso, Poésie, Ciné sélection : La mémoire aux trousseaux.
PAGE 8 : La justice découvre les commandos anti-IVG à Bordeaux, La kermesse-meeting oublie le col du Somport, Le dessin de la semaine, Infos FA.